

INFLUENCE DES ACTIONS DE FORMATION EN APPROCHE « SAFE SCHOOL » SUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DES ENSEIGNANTS DU NIVEAU PRIMAIRE DANS LA PROVINCE DU KOURWEOGO AU BURKINA FASO

**KOLONGO Djiblrirou¹, KONATÉ Abdoulatoufou² et KONKOBO
KABORE Madeleine³**

¹*Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), Email:*
djiblrirouk@gmail.com

²*Université Joseph KI-ZERBO (UJKZ), Email : konate.abdoulatoufatao@yahoo.fr*

³*Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), Email :*
kmado64@yahoo.fr

Résumé

Le Burkina Faso fait face depuis 2016 à une recrudescence d'attaques terroristes et la prise en charge des enfants en situation d'urgence demeure une problématique majeure. « Safe School » (École sûre) est une approche promue par l'UNICEF et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et institutions œuvrant dans le domaine humanitaire comme Humanité et Inclusion (HI), Danish Refugee Council (DRC). Cette recherche vise à collecter des informations relatives à la formation des enseignants du primaire sur l'approche « Safe School » ainsi que la contribution de ces actions de formations aux renforcements de leurs capacités.

Grâce aux questionnaires, aux entretiens adressés aux enseignants, aux parents d'élèves et aux encadreurs pédagogiques, l'étude révèle que les actions de formations en approche « Safe School » contribuent au développement des compétences des enseignants de la province du Kourwéogo. Toute chose qui permet aux acteurs de l'éducation d'éviter ou de réduire le risque d'attaque terroriste par l'élaboration de plan de préparation/réponse efficace pour une école résiliente pour tous.

Mots clés : *Compétences-Formation-Safe School-Enseignants, province du Kourweogo, Burkina Faso*

Influence of training actions in the “safe school” approach on the development of skills of primary level teachers in the Kourweogo province of Burkina Faso

Abstract

Burkina Faso has been facing a resurgence of terrorist attacks since 2016, and the care of children in emergency situations remains a major issue. "Safe School" is an approach promoted by UNICEF and non-governmental organizations (NGOs) and institutions working in the humanitarian field, such as Humanity and Inclusion (HI) and the Danish Refugee Council (DRC). This research aims to collect information on the training of primary school teachers on the "Safe

School" approach, as well as the contribution of these training activities to capacity building.

Through questionnaires and interviews with teachers, parents, and educational supervisors, the study reveals that training activities in the "Safe School" approach contribute to the development of the skills of teachers in the Kourwéogo province. This allows education stakeholders to avoid or reduce the risk of terrorist attacks by developing effective preparedness/response plans for a resilient school for all.

Keywords: *Skills-Training-Safe School-Teachers*

Introduction

Les pays d'Afrique au sud du Sahara, depuis plus des décennies, se sont lancés dans une politique hardie de scolarisation universelle avec d'importants résultats en termes d'accès à l'école et de résorption des inégalités filles/garçons dans les écoles d'enseignement primaire. Cependant, en dépit des efforts déployés, l'insécurité persistante et croissante a contraint près de 2000 écoles du Burkina Faso, du Mali et du Niger à fermer leurs portes ou à cesser de fonctionner. Mohammad Ibn CHAMBAS relève à ce propos : « l'un des défis majeurs auxquels la région Ouest-africaine s'est trouvée confrontée au cours des dix dernières années a été la multiplication des conflits »¹. Ces conflits pour la plupart sont des attaques terroristes qui menacent la paix et la sécurité des populations de ladite région. Aussi, ces attaques ne visent pas seulement les forces de défenses et de sécurité. Elles visent désormais les infrastructures éducatives, les enseignants. En effet, des menaces contre le personnel éducatif, des attaques contre des installations scolaires et l'utilisation d'écoles à des fins militaires ont perturbé l'éducation de plus de 400000 enfants dans les trois pays et forcé 10050 enseignants à ne pas travailler ou à se déplacer à cause de la violence »². Henrietta FORE Directrice Exécutive de l'UNICEF déclarait ceci : « les attaques terroristes directes contre les écoles, les enseignants et les enfants eux-mêmes et l'occupation militaire de lieux d'apprentissage sont de graves violations des droits des enfants »³

Au Burkina Faso particulièrement, la situation n'est guère reluisante. En effet, depuis janvier 2016 avec la première attaque terroriste du pays, le pays est confronté à des conflits et à une insécurité croissante qui perturbent fortement les capacités du gouvernement à assurer la fourniture adéquate de services sociaux de base, y compris celui relatif à l'éducation des enfants. L'une des premières

¹ Allocution de Mohammad Ibn CHAMBAS, secrétaire exécutif de la CEDEAO à la réunion de haut niveau du Conseil de Sécurité sur : « les organisations régionales : relever les nouveaux défis en matière de paix et de sécurité internationales », NEW YORK, 11 Avril 2013 ; www.cedeao.org.

²Culture et Éducation : la fermeture des écoles au Sahel a doublé ces deux dernières années à cause de l'insécurité croissante (UNICEF)

³Culture et Éducation

attaques qui ont compromis le vivre ensemble dans les villages est celle de Yirgou le 1^{er} janvier 2019. Pour mémoire, le 1^{er} janvier 2019,

« Des individus armés non identifiés ont attaqué (...) le village de Yirgou et tué six personnes, dont le chef du village. Cette attaque a été suivie de représailles intercommunautaires à Yirgou, un village de la commune de Barsalogo dans le Centre-Nord. Car après le départ des assaillants, des groupes de mossis proche du chef du village ont attaqué un campement peul, accusés d'être complices des terroristes. Sur place sept éleveurs peuls ont été lynchés à mort par ces groupes qui ont également incendié leurs cases »⁴(in Jeune Afrique avec AFP du 4 janvier 2019).

Ces actes de violences perpétrés par des individus non identifiés affectent toute l'administration publique du Burkina Faso. Dans les zones touchées par le terrorisme, l'administration ne fonctionne pas. Les enseignants des écoles primaires et des collèges d'enseignement sont obligés de quitter les lieux pour raisons de sécurité. Ainsi, en Mars 2017, 46% des écoles du Sahel, du Centre-Nord et du Nord ont fermé leurs portes pendant plus d'un mois, privant 87730 élèves dont 42173 filles et 47577 garçons⁵ de leur droit à l'éducation et occasionnant environ 37%⁶ d'absence chez les enseignants qui désertent de ce fait les écoles pour regagner des endroits plus sécurisés. En Mai 2019, on dénombrait 1088 établissements fermés au niveau national. Plus de 4000 enseignants s'en trouvent affectés privant ainsi 145000 enfants de leur droit à l'éducation⁷ Selon NEYA/DOMBWA Angéline, secrétaire de l'éducation en situation d'urgence, « 11,68% des structures éducatives du Burkina Faso sont fermées. En termes de chiffres, ce sont 2877 établissements scolaires fermés, 424014 élèves et 12478 enseignants touchés par cette situation en fin novembre 2021 »⁸. Le bilan est donc très lourd aussi bien pour les communautés que pour le système éducatif burkinabè.

C'est ainsi que le gouvernement du Burkina Faso, en endossant la déclaration sur la sécurité dans les écoles à New York en 2017, s'est engagé à protéger et à poursuivre l'éducation dans les zones touchées par les attaques terroristes. Pour ce faire, il a adopté une nouvelle stratégie pour la protection et la poursuite de l'éducation dans les zones à forts défis sécuritaires (Stratégie de Scolarisation des Élèves dans les Zones à forts Défis Sécuritaires au Burkina Faso) en Mars 2019. Cette stratégie comprend la préparation de programmes pour aider les enfants dont les écoles ont été fermées à rattraper leur retard, l'intégration des enfants

⁴ Sources sécuritaires du Burkina Faso, précisant qu'un dispositif de sécurité a été déployé sur les lieux

⁵ Manuel pour les situations d'urgence sur le terrain, guide à l'usage du personnel de l'UNICEF, UNICEF, 2005.

⁶ UNICEF, éducation et culture

⁷ Stratégie de Scolarisation des Élèves des Zones à forts Défis Sécuritaires au Burkina Faso (SSEZDS-2019-2024)

⁸Sources : Le Supplément de l'Économiste du Faso N° 420 du lundi 27 décembre 2021

déplacés, dans les écoles ouvertes, le renforcement de la sécurité scolaire et la reconstruction des écoles endommagées ou détruites, le renforcement du dispositif sécuritaire et la prise en charge psychologique des élèves et des enseignants touchés par les attaques terroristes. La stratégie comprend également l'élaboration d'un programme d'éducation grâce à la radio scolaire qui offre une plateforme d'apprentissage alternative aux enfants et aux jeunes touchés par les crises : les cours d'alphabétisation et de calcul seront diffusés à la radio, en français et dans plusieurs langues nationales. C'est pourquoi,

« la vision de la stratégie de scolarisation des élèves des zones à forts défis sécuritaires est qu'à l'horizon 2024, le Burkina Faso bénéficie d'un environnement scolaire sain, pacifique et sécurisé qui garantit et favorise la continuité efficace des activités d'enseignement-apprentissage sur toute l'étendue du territoire national ». (SNSZDS⁹ 2019-2024)

Toutefois, malgré les efforts déployés par le gouvernement pour limiter l'impact des attaques contre l'éducation dans son ensemble, la situation demeure préoccupante. En réponse aux effets négatifs de cette crise sur le système scolaire, le ministère en charge de l'éducation avec l'accompagnement de l'UNICEF a initié des actions d'urgence, notamment l'adoption et la mise en œuvre de l'approche « Safe School ». Depuis 2017, ce projet est financé par l'UNICEF et mis en œuvre par des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et Institutions œuvrant dans le domaine humanitaire à savoir Humanité et Inclusion, Danish Refugee Council (DRC). Il a été proposé au regard du contexte actuel du système éducatif burkinabè pour aider à créer un environnement d'apprentissage sécurisé et favoriser le maintien scolaire des élèves. Le projet se propose de renforcer la résilience des acteurs du système éducatif ainsi que celle de la communauté éducative. Les activités de ce projet mis en œuvre par DRC, couvrent les écoles des régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord et du Nord. L'atteinte des objectifs dudit projet passe par le renforcement de capacités de acteurs et de la communauté éducative, l'amélioration de la sûreté et de la sécurité ainsi que la mise en place d'un appui psychosocial.

Par ailleurs, l'État burkinabè sachant que les enseignants sont les principaux catalyseurs de la transmission des savoirs, savoir-faire et savoir-être, a fait de la question de la formation des personnels de l'éducation un défi majeur pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. Aussi, la volonté du ministère de l'éducation à outiller tout le personnel de l'éducation du Burkina Faso en approche « Safe School » a poussé les autorités à étendre la formation à d'autres régions, notamment la région du Plateau Central. La vision de cette approche novatrice est de créer, dans les écoles du Burkina Faso, un environnement protecteur, inclusif, convivial pour un enseignement/apprentissage de qualité. Elle permet de développer des comportements résilients chez les acteurs éducatifs et communautaires que sont les enseignants, les agents sociaux, les élèves, les

⁹ SNSZDS : Stratégie Nationale de Scolarisation des élèves des Zones à forts Défis Sécuritaires.

parents d'élèves et la communauté entière. Ce dynamisme créé par la formation en approche « Safe School » chez les acteurs de l'éducation de la province du Kourwéogo, région du Plateau Central a attiré notre attention. D'où notre intérêt pour cette approche. Quelle est la contribution de la formation en approche « Safe School » sur le développement des compétences des acteurs de l'éducation ? La compétence se définit comme des savoir-faire de haut niveau, qui exigent l'intégration de multiples ressources cognitives dans le traitement de situations complexes (Perrenoud, 1995, p 20-24). La compétence peut être définie comme l'ensemble des compétences potentiels (affectifs, cognitifs et psychologiques) qui permettent à un individu d'exercer une activité considérée généralement comme complexe (Raynal, F& Rieunier, A, 2018, p 76-77).

Cette étude se propose d'analyser la contribution de la formation en approche « Safe School » sur le développement des compétences des enseignants du primaire et à la promotion d'une école résiliente. Plus spécifiquement, elle ambitionne d'analyser le niveau de satisfaction des acteurs formés en approche « Safe School », de mesurer l'apport de la formation au développement des compétences des enseignants et d'évaluer son impact sur la communauté éducative.

1-Méthodologie

1-1-Site et population d'étude

L'enquête réalisée en décembre 2024, a concerné cent-quarante-deux (142) personnes dans trois (3) Circonscriptions d'Éducation de Base (CEB) (Boussé, Niou, Sourgoubila) de la Direction Provinciale de l'Éducation Préscolaire, Primaire et Non Formelle (DPEPPNF) Kourwéogo. Dans l'ensemble, la population d'étude est constituée d'enseignants, d'encadreurs pédagogiques, d'élèves et de personnes de ressources telles que l'Association des Parents d'Élèves (APE), de l'Association des Mères Éducatrices (AME), du Comité de Gestion des Écoles (COGES).

1-2-Echantillon, méthode et instruments de collecte des données

L'enquête réalisée a concerné cent-quarante-deux (142) personnes constituées de quatre cibles. La première cible est composée de cent-vingt (120) enseignants choisis de manière aléatoire en tenant compte de ceux qui étaient disponibles et intéressés par la recherche. Cette cible est à mesure de nous faire le point sur leur participation aux sessions de formation sur l'approche Safe School initiées par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN). Ces enseignants sont, non seulement, des collaborateurs directs et privilégiés des partenaires de l'éducation (APE, AME, COGES) mais aussi les bénéficiaires de la formation. Ils sont d'un appui inestimable dans l'analyse et l'appréciation de l'approche. La deuxième cible est composée de quatre (4) encadreurs pédagogiques qui ont animé des séances de formation sur l'approche Safe School. Le choix de cette cible s'est fait de manière

raisonnée. La troisième cible également choisie de façon raisonnée, est constituée de personnes ressources dont six (6) membres APE, AME et COGES, soit deux enquêtés par structures. Ces différents responsables nous ont fourni des informations sur l'impact de la formation reçue par les enseignants sur le changement de comportement de la communauté. Enfin, les élèves, au nombre de douze (12), bénéficiaires directs des retombées des actions de formation, constituent notre quatrième cible. Un tirage aléatoire de quatre (4) élèves dans les classes de CE2, CM1 et CM2¹⁰ a été effectué. Le genre a été respecté, soit une parité de six (6) filles et six (6) garçons. Le tableau ci-dessus nous présente les cibles et leurs effectifs.

Tableau I : Récapitulatif de l'échantillon d'enquête

Cibles	Effectifs
Enseignants	120
Encadreurs pédagogiques	04
Personnes ressources (APE, AME, COGES)	06
Élèves	12
Total	142

Source : enquêtes de terrain, décembre 2024

La méthode mixte a été privilégiée dans le cadre de cette recherche combinant la collecte de données quantitatives et qualitatives. Les instruments de collectes des données sont essentiellement le questionnaire et le guide d'entretien. Le questionnaire adressé aux enseignants comporte trois (3) grandes parties : le consentement, l'identification et les questions. Nous avons aussi opté pour l'entretien semi-directif dans la mesure où il permet de récolter et d'analyser plusieurs éléments à la fois : l'avis, l'attitude, les sentiments, les représentations de la personne interrogée. Les entretiens semi-directifs ont concerné les directeurs d'école, les élèves et les personnes de ressources. Les données quantitatives ont été traitées à l'aide des logiciels EXCEL et SPHINX. Quant aux données qualitatives, l'analyse du contenu a été privilégiée.

¹⁰ -CE2 : Cours Élémentaire deuxième année ;
 CM1 : Cours Moyen première année ;
 CM2 : Cours Moyen deuxième année

2-Résultats

2-1-Présentation et analyse des résultats relatifs au dispositif de formation des acteurs selon l'approche « Safe School »

La promotion d'une éducation de qualité à travers la formation initiale et continue des acteurs est l'une des priorités du programme de Développement Stratégique de l'Éducation de Base (PDSEB) 2012-2021. Dans cette perspective le gouvernement burkinabè a décidé de l'introduction de l'approche « Safe School » dans son système éducatif. Le Décret n° 2007-540/PRES¹¹ du 5 septembre 2007 stipule qu'un des buts poursuivis par le système éducatif au Burkina Faso est de « dispenser une formation adaptée dans son contenu et ses méthodes aux exigences de l'évolution économique, technologique, sociale et culturelle qui tient compte des aspirations et des valeurs au Burkina Faso, en Afrique et dans le monde » (article 14, alinéa 2).

Au regard de ces dispositions, les enseignants au Burkina Faso devaient avoir une formation de qualité dès la formation initiale et à la formation continue par la suite. Cependant, il faut noter que les chercheurs critiquent tant la formation initiale que la formation continue. C'est pourquoi, « Face aux insuffisances constatées dans la formation initiale des enseignants du primaire une réforme des ENEP a été entamée à partir de 2019 en vue d'améliorer l'efficacité de la formation. Cette réforme a abouti en 2020 à la transformation des ENEP en un Institut national de Formation des Personnels de l'Éducation (INFPE) par l'adoption du décret N°2020 – 0871/PRES/PM/MENAPLN/MINEFID du 12 octobre 2020 portant approbation des statuts de l'INFPE », écrit N. SAWADOGO (2023 P.15).

Nonobstant ces dispositions pour mieux assurer la formation des enseignants, force est de constater que nombreux sont les enseignants qui, après la formation initiale ne reçoivent pas certaines formations continues comme celle de l'approche « Safe School ». Sur les cent vingt (120) enseignants interrogés, trente-huit (38) affirment n'avoir pas été formés à l'approche, soit un taux de 31,66%. Le tableau II nous donne la situation des enseignants ayant reçu une formation sur l'approche « Safe School ».

¹¹ La loi n° O13-2007/AN du 30 juillet 2007 portant loi d'orientation de l'éducation, promulguée par le Décret no 2007-540/PRES du 5/09/2007.

Tableau II : Situation des enseignants ayant reçus une formation sur l'approche « Safe School »

Appréciation des enquêtés	OUI	NON	Total
Acteurs concernés	82	38	120
Pourcentage	68,34%	31,66%	100%

Source : Enquêtes d terrain, décembre 2024

L'analyse du tableau II révèle un pourcentage non négligeable de non formation des enseignants à l'approche. Ce même constat est fait par un enseignant en ces termes :

« à l'école de formation, nous n'avons pas reçu de formation sur l'approche Safe School. Ce sont ces dernières années et ce, grâce à la situation sécuritaire que nous apprenions que les enseignants sont outillés sur l'approche. C'est pour dire que certains enseignants sont en avance sur d'autres dans le même système éducatif en matière de prévention aux attaques terroristes ».

2-2-Présentation et analyse des résultats relatifs au niveau de satisfaction des enseignants formés

La situation sécuritaire du Burkina Faso qui a entraîné des attaques des établissements publics a amené le gouvernement burkinabè à adopter l'approche « Safe School ». En effet, les formations en cascades initiées par le MENAPLN dans les zones à défi sécuritaires, se sont étendues aux autres régions notamment la région du Plateau Central. L'objectif de cette approche qui est de renforcer les capacités des acteurs de l'éducation nationale à une résilience face aux attaques terroristes, a tenu toutes ses promesses en termes de qualité de formation. La satisfaction des bénéficiaires directs de la mise en œuvre de l'approche est bonne. Nous retiendrons que la majorité des enseignants enquêtés (75 sur 82 enseignants ayant pris part à la formation) ont affirmé avoir trouvé l'approche Safe School adaptée à la prise en charge des personnes affectées par les crises et/ou le danger. Il ressort de nos investigations que la formation reçue par les enseignants du primaire sur l'approche « Safe School » était de bonne qualité. Le tableau III donne une appréciation des enseignants enquêtés.

Tableau III : Appréciation des enseignants sur le contenu de la formation

Appréciation	Bonne Qualité	Mauvaise Qualité	Sans réponse	Total
Qualité du contenu de la formation	75	07	00	82

Source : Enquêtes de terrain, décembre 2024

Au regard du tableau II, nous remarquons que 75 enseignants affirment que la formation reçue est de bonne qualité, soit 91,46%. Seulement 8,54% des enseignants trouvent qu'elle est de mauvaise qualité donc peu efficace. Cette satisfaction est confirmée par une enseignante qui a participé à la formation quand elle affirme :

tous les modules qui ont été développés au cours de la formation étaient de taille. Mais en ce qui concerne spécifiquement Safe School, les travaux en ateliers nous ont permis d'approfondir nos connaissances et préparer des plans de réponses en cas d'attaques terroristes. Cette formation vient combler nos insuffisances en matière de prévention face aux forces du mal.

2-3-Presentation et analyse des résultats relatifs au développement des compétences des enseignants

La formation des enseignants occupe une place importante dans le système éducatif burkinabè. En effet, l'intégration harmonieux de l'approche « Safe School » dans le système éducatif dépend de la qualité de la formation des enseignants. Ce sont les enseignants qui sont les catalyseurs de la culture scolaire inclusive, de la culture scolaire non-violente, du développement des valeurs et des compétences des élèves. C'est encore eux, qui favorisent la participation des élèves et des communautés à la vie scolaire (clubs scolaires, COGES, APE, AME¹² inclusifs et impliqués dans la prévention des attaques terroristes). Dans le cadre notre enquête, 78 enseignants, soit 95,12% ont affirmé que la formation leur a permis de développer leurs compétences en matière de prévention face aux attaques terroristes. Les 4,87% restant trouvent que la formation n'a pas renforcé leurs capacités. Le tableau IV nous donne le niveau de renforcement des capacités des enseignants formés.

Tableau IV: Le niveau de renforcement des capacités des enseignants formés

Appréciation des enquêtés	OUI	NON	Total
Enseignants enquêtés	78	04	82
Pourcentage	95,12%	4,87%	100%

Source : Enquêtes d terrain, décembre 2024

¹² COGES (comité de gestion des écoles), APE (Association des Parents d'Élèves), AME (Association des Mères Éducatrices) sont des associations partenaires de l'éducation dans le système éducatif burkinabè.

2-4-Le réinvestissement des acquis de la formation au niveau de la communauté éducative

La vision de « Safe School » est de préparer les enseignants qui travaillent dans un contexte d'insécurité à engager leurs élèves d'une part, à la cartographie de la vulnérabilité de leur propre école, et d'autre part à élaborer des plans de préparation/réponse. Dans cette logique, les enseignants qui ont reçu la formation ont d'abord procédé à la sensibilisation de la communauté. Un parent d'élève d'une école donne son témoignage en ces termes :

un jour le directeur a invité les parents à une assemblée générale. Il nous a dit que les enseignants ont reçu une formation en prévention des attaques terroristes. Il nous a donné des informations sur le phénomène et la manière de prévenir le phénomène. Comme c'est une question de sécurité de nos enfants, des enseignants et de l'école, la communauté a décidé de les accompagner.

En outre, la mise en place des clubs scolaires dans les écoles est l'une des actions fortes de la formation des enseignants. Ces clubs à leur tour devraient sensibiliser les élèves sur la conduite à tenir avant et pendant une attaque terroriste. Interrogé sur la conduite à tenir en cas d'attaque, un élève répond : « en cas d'attaque, on se couche à même le sol ». Ce réflexe constaté chez les élèves prouve que le réinvestissement de la formation sur l'approche « Safe School » est une réalité.

Enfin, l'élaboration des plans de préparation/réponse dans les écoles est effective. En effet, nos enquêtes au niveau des trois Circonscriptions d'Éducatrices de Bases (Boussé, Niou, Sourgoubila) révèlent que toutes les écoles qui ont participé à la formation, ont élaboré des plans de préparation/réponse. Un des encadreurs pédagogiques chargé de la supervision affirme :

Les rapports d'activités de l'approche Safe School montrent que toutes les écoles sont à jour. Aussi, lors de nos visites d'inspection, nous avons constaté leur effectivité. Les différentes stratégies développées sont mises en œuvre dans les écoles. Les acteurs intervenants s'en réjouissent.

Comme on peut le constater, la prévention qui désigne l'ensemble d'actions permettant d'éviter ou de réduire le risque d'attaque terroriste a été constaté dans les écoles. La communauté éducative dans son ensemble a mis en œuvre en amont des actions qui permettent d'apporter une réponse en temps opportun. Aussi, pendant l'attaque, elle a proposé des solutions pour atténuer ou gérer les effets d'un danger. Il s'agit de pratiquer et d'utiliser les compétences et les connaissances nécessaires dans les quatre domaines tels que la communauté/communication, les connaissances, l'environnement physique et le bien être personnel. Au regard de ces résultats, nous pouvons déduire que toutes les réalisations de « Safe School » ont propulsé les actions de renforcement de résiliences des acteurs du système éducatif dans ces localités.

3-Discussion

Au Burkina Faso, la qualité de la formation des enseignants est de plus en plus décriée. C'est au regard de tout cela et dans la perspective de proposer des voies et moyens pour améliorer la résilience des acteurs de l'éducation face aux attaques terroristes récurrentes que le gouvernement du Burkina Faso a initié la formation des enseignants du primaire selon l'approche « Safe School » dans les régions à forts défis sécuritaires. Dans l'optique de l'entendre sur toute l'étendue du territoire national, les enseignants de la province du Kourwéogo ont bénéficié de ce renforcement de capacités. Cette formation, selon les acteurs, a été à la hauteur des attentes. En effet, 91,46% des enseignants enquêtés affirment que la formation était de bonne qualité. Les enseignants ont suivi avec attention cette formation. Pour eux, elle constitue un enjeu capital pour la survie de l'institution scolaire. C'est ainsi que Perrenoud (1994, p.64) dit que « dans toutes les professions, la formation est un enjeu pour les employeurs et pour les organisations ». Cependant, il faut noter que la formation en approche « Safe School » n'a pas touché tous les enseignants du Kourwéogo. Certains enseignants n'ont pas bénéficié de cette formation. Les enquêtes ont révélé que seulement 31,66% des enseignants ont reçu la formation. Toute chose qui peut avoir des répercussions sur l'adhésion de tous les acteurs de l'éducation.

L'enseignant est vecteur clé contribuant à la qualité de l'éducation. Pour ce faire, le développement de ses compétences à travers la formation continue est une nécessité. Selon S. Diakité (2006), l'élargissement de la base de l'éducation ne devient efficace que s'il est porté et soutenu par une stratégie de développement de la formation des enseignants. Conscient des insuffisances de la formation des enseignants en matière de prévention aux différentes crises, l'UNICEF, à travers « Safe School », développe le programme « Safe School » dans les régions du Nord, du Centre-Nord et du Sahel. Cette formation initiée dans la province du Kourwéogo est une continuité des actions déjà entreprises en 2017 en lien avec la stratégie des Nations Unies pour le Sahel. Il s'agit de la résolution 2282 (2016) du Conseil de Sécurité et de la résolution 20/162 du 27 avril 2016 de l'Assemblée Générale pour le maintien de la paix au Burkina Faso. Cette formation initiée dans le Kourwéogo, a permis de renforcer les compétences des enseignants. Toutefois les limites de cette formation résident au niveau du renforcement des capacités des enseignants dans la prise en charge psychosociale. En réalité, dans les zones à défis sécuritaires, Safe School prévoit un dispositif d'appui psychosocial à l'endroit des enseignants et des élèves victimes d'attaques terroristes. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la province du Kourwéogo n'est pas une zone à défis sécuritaires. En outre, la non harmonisation de la compréhension de l'approche, entraîne une disparité de pratiques dans la mise en œuvre et constitue ainsi un frein dans sa promotion. Aussi, l'insuffisance de suivi d'impact des activités, notamment l'appropriation effective par l'ensemble des acteurs de mise en œuvre de l'approche « Safe School », constitue une faiblesse. Aussi, pour l'application de

l'approche « Safe School », il faudra que les villages et les écoles restent après les attaques. Pourtant, cela n'est toujours pas évident. La réalité est que à tout moment les villages déguerpissent même si certains sont réinstallés, les écoles se ferment et les habitants prennent différentes directions pour chercher refuge en milieu urbain. Selon UNHCR Burkina, (2023),

Les mouvements de population sont continus et se poursuivent tous les mois depuis le début de l'année, notamment dans les régions Centre-Nord, Est, Nord, et Sahel. Le nombre de personnes déplacées internes est passé de 1 999 127 à 2062 534 entre le 28 février 2023 et le 31 mars 2023, soit une augmentation de 3.17%.

Ainsi, se dégage une autre faiblesse de cette approche non inerrante à elle-même liée à l'ampleur de la crise dans les différentes localités.

Conclusion

La présente étude qui a porté sur la contribution de la formation en approche « Safe School » sur le développement des compétences des enseignants du primaire, a été réalisée dans la province du Kourwéogo. Elle nous a donné l'opportunité d'appréhender non seulement la contribution de ladite formation à la promotion d'un espace d'apprentissage protégé dans la zone mais aussi d'analyser les facteurs de conflits et de danger qui minent les écoles. Cette étude présente d'énormes intérêts pour les acteurs de la mise en œuvre de l'approche Safe School au niveau provincial que national. À travers l'analyse de l'apport de la formation de l'approche pour une école résiliente, l'étude a révélé que l'approche est mise en œuvre dans la province du Kourwéogo. Elle a permis aux enseignants, aux élèves et la communauté éducative d'avoir une analyse interactive des forces et des faiblesses en lien avec l'école et de disposer de connaissances générales sur les questions de sécurité, les forces et les vulnérabilités qui menacent les écoles de la province du Kourwéogo.

Au regard de ce qui précède et en conformité avec les résultats collectés sur le terrain, nous formulons des suggestions dans l'optique d'apporter notre contribution à la promotion d'une école résiliente dans la province et par ricochet dans toutes régions affectées par les attaques terroristes. Pour ce faire, les autorités dans l'objectif de pérenniser les acquis de la formation « Safe School », doivent développer des stratégies en collaboration avec les forces de défenses et de sécurité (FDS), les élus locaux ainsi que les autorités administratives pour inciter la communauté à contribuer à l'organisation des campagnes de mobilisation sociale. Aussi, la supervision continue des acteurs de la mise en œuvre de l'approche Safe School avec des accompagnements de proximité qui décèlent les acquis, les difficultés et dissipent les confusions et les incompréhensions liées à la mise en œuvre s'avère un impératif. De ce fait, les autorités doivent encourager les enseignants à réactualiser leurs plans de préparation/réponse en tenant compte des difficultés rencontrées lors des simulations. Elles doivent veiller à la poursuite des différentes activités sur le terrain. De plus, elles veilleront à former de manière

continue les acteurs de la mise en œuvre de l'approche et mettre en place une équipe de formation des formateurs qui permettra d'assurer la formation. Enfin, étendre la formation des enseignants au plan national par la mise à l'échelle de l'approche dans les 45 provinces du Burkina Faso.

Bibliographie

- BURKINA FASO, 2018, *Document du formateur : Formation des enseignants et des acteurs sociaux sur l'approche « Safe School » dans la dynamique des Écoles de Qualité Amies des Enfants (EQAmE) au Burkina Faso*, 164p
- BURKINA FASO, 2019, *Document sur la stratégie de scolarisation des Élèves des Zones à forts Défis Sécuritaires au Burkina Faso (SSEZDS-2019-2024)*, 40p
- BURKINA FASO, 2007, *Loi n°013-2007/AN du 30 Juillet 2007 portant loi d'orientation de l'éducation*.
- DIAKITÉ, S, 2006, *Éducation et Développement : la construction d'un système éducatif de qualité au Mali*, consulté le 29/11/2020
<https://books.google.bf/books?id=rrnahiFdGWEC&pg=PT4>
- ECONOMISTE DU FASO, 2021, *Le supplément de l'Économiste du Faso, n° 420 du lundi 27 décembre 2021*
- MENA, 2012, *Programme de Développement Stratégique de l'Éducation de Base – 2012 – 2021 ; Ouagadougou (Burkina Faso)*
- MENA, 2013, *Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation. 2012-2021 – Ouagadougou (Burkina Faso)*.
- MENA (2009), *Formation des acteurs de la mise en œuvre de l'enseignement des thèmes émergents*
- PERRENOUD, P, 1995 , *Des savoirs aux compétences. De quoi parle-t-on en parlant de compétences ?*
https://www.unige.ch/fapse/sse/teachers/perrenoud/php_1995/1995_08.html: consulté le 02/01/2018
- PERRENOUD, P, 1994, *Formation des enseignants : Entre théorie et pratique (S.I) : Éditions l'Harmattan*
- RAYNAL, F ; RIEUNIER, A, 2018, *Pédagogie, dictionnaire des concepts clés : Apprentissages, formation, psychologie cognitive, (S.I) : ESF Sciences Humaines*
- SAWADOGO, N, 2023, *Développement des compétences professionnelles des enseignants débutants du primaire au Burkina Faso: analyse de l'apport de la formation continue formelle*, 213 p.
- ONU, 2017, *Déclaration sur la sécurité dans les écoles*
- UNICEF, 2005, *Manuel pour les situations d'urgence sur le terrain, guide à l'usage du personnel de l'UNICEF*
- UNICEF, 2019, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous*, UNICEF/IIPE, Janvier 2019.
- UNHCR Burkina, *Aperçu des personnes déplacées de force, Fiche d'information sur le pays – Octobre 2023*